

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Nettoyage et entretien des locaux de l'EPA Euroméditerranée

Caractéristiques principales des contrats



Marché conclu à prix mixte



Exécution par ordre de service et bons de commande



Durée de 4 ans



Révision annuelle des prix

Sommaire

Article 1 – Dispositions générales	3
Article 2 – Pièces contractuelles du marché	3
2.1 Pièces particulières	3
2.2 Pièces générales	3
Article 3 – Clause de réexamen	3
4.1 Modification du périmètre d'intervention	3
4.2 Prestations supplémentaires ou modificatives	4
4.3 Augmentation des quantités de nettoyage ponctuel nécessaires	4
Article 4 – Dispositions financières	4
4.1 Forme des prix	4
4.2 Avance	5
4.3 Modalités de règlement	5
4.4 Variation des prix	7
Article 5 – Exécution et périmètre des prestations	7
5.1 Equipe dédiée et modification	7
5.2 Délais d'exécution	8
5.3 Constatation de l'exécution des prestations	8
5.4 Décision après vérification	9
5.5 Service fait partiel	9
5.3 Pénalités	10
Article 7 – Reprise du personnel	11
Article 8 – Dérogations au CCAG FCS	11

Article 1 – Dispositions générales

Le marché est conclu avec **un unique titulaire** (monoattributaire)

Il est conclu pour une **durée de 4 ans.**

Il s'agit d'un **marché composite**, comprenant une partie forfaitaire et une partie "accord-cadre"

Article 2 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et Bordereau des Prix Unitaires) ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières ;
- Le Mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-FCS) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le CCAG-TIC, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées à l'article 8 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Clause de réexamen

Le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, répondent aux conditions suivantes :

4.1 Modification du périmètre d'intervention

En cas d'ajout d'un local (pièce, couloir...), les prix éventuellement révisés serviront de base pour ces modifications et leur tarification.

En cas de nouveaux bâtiments sur des sites couverts par le présent marché, il en sera de même.

Après accord entre le pouvoir adjudicateur ou son représentant et le titulaire pourront être intégrés :

- des nouveaux besoins liés au nettoyage des locaux ainsi qu'aux prestations de plonge non répertoriés par le présent marché ;
- de nouvelles structures situées sur des sites couverts par le présent marché.

Ces modifications feront partie intégrante du marché. Une fiche technique valant engagement modificative sera établie à cet effet, sur la base du devis proposé.

4.2 Prestations supplémentaires ou modificatives

Euroméditerranée pourra solliciter le titulaire pour la réalisation de prestations supplémentaires à celles listées au BPU.

La demande et le prix associé seront adressés par ordre de service conformément aux dispositions prévues à l'article 23 du CCAG FCS.

4.3 Augmentation des quantités de nettoyage ponctuel nécessaires

En cas d'évolution des besoins et d'augmentation des quantités nécessaires à la réalisation des prestations, induisant un dépassement certain du montant maximum initialement fixé, ce dernier pourra être revu à la hausse dans les conditions définies ci-après.

L'augmentation sera ainsi plafonnée à 20% du montant maximum prévu sur toute la durée du contrat. Etant précisé que la mise en concurrence a bien été réalisée sur la base du montant global comprenant l'impact financier d'une éventuelle application de la présente clause.

Le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement générateur nécessitant la revoyure du montant maximum.

Le titulaire se trouvera ainsi engagé sur ce nouveau montant maximum aux prix du marché tels que prévus dans le BPU, le cas échéant, révisé.

La mise en œuvre de cette clause dans les conditions susmentionnées ne nécessite pas la conclusion d'un avenant.

Article 4 – Dispositions financières

4.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix mixtes.

Partie forfaitaire	Les prestations de nettoyage quotidien des locaux et approvisionnement des consommables sont rémunérées par application d'un prix forfaitaire annualisé.
Partie accord-cadre à bons de commande	<p>Les prestations de nettoyage ponctuel détaillées au Bordereau des prix unitaires (BPU) feront l'objet d'un bon de commande.</p> <p>Le prix de chaque commande sera déterminé en affectant aux quantités commandées, les prix unitaires mentionnés dans le bordereau des prix unitaires.</p> <p>Cette partie à bons de commande est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 25 000 euros HT sur 4 ans.</p>

4.2 Avance

Pour la partie forfaitaire, le titulaire a droit à une avance de 5 % du montant dans les conditions prévues à l'article R. 2191-13 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Le remboursement de cette avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteindra 65 % du montant de la tranche affermie ou du bon de commande. Il sera terminé lorsque ce pourcentage aura atteint 80 %, ceci conformément à l'article R. 2191-19 du code de la commande publique.

4.3 Modalités de règlement

4.3.1 Périodicité des acomptes

Partie forfaitaire	Les paiements se feront trimestriellement.
Partie « accord-cadre »	<p>Après l'achèvement des prestations de chaque bon de commande, le titulaire remet sa demande de paiement correspondant au montant total du bon de commande.</p> <p>Si la durée d'exécution des prestations du bon de commande est supérieure à 3 mois (ou 1 mois lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise), une facture intermédiaire pourra être établie.</p> <p>La facturation doit être propre à chaque bon de commande. Aucune facturation comportant des prestations réalisées sur plusieurs bons de commande ne sera admise.</p> <p>De plus, en cas de paiement fractionné, la facture devra récapituler le cumul des paiements déjà effectués au titre de précédents acomptes.</p>

4.3.2 Délai de paiement

Le délai global de règlement des prestations est de 60 jours maximum conformément à l'article R. 2192-11 du code de la commande publique.

Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plate-forme "Chorus Portail Pro 2017".

Lorsque la date de fin d'exécution des prestations mentionnée sur la demande de règlement, est postérieure à la date de réception de ladite demande de règlement, cette date, validée par l'attestation du « service fait », marque le point de départ du délai de règlement.

Tout retard de paiement ouvre droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant, conformément aux articles R. 2192-31 et R. 2192-32 du Code de la commande publique.

4.3.3 Contenu des factures

Les situations seront établies conformément au modèle agréé par l'EPAEM ou son mandataire et feront apparaître séparément :

Contenu des demandes de paiement
Intitulé et numéro du marché
Numéro d'engagement juridique
Désignation des prestations exécutées
Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche.
Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
Taux de TVA applicable
Dates de réalisation des travaux
Montant de l'avance le cas échéant
Montant des approvisionnements le cas échéant

Les factures ne devront pas faire apparaître de révision des prix, celle-ci étant calculée par la direction des finances.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les factures des cotraitants doivent impérativement être validées par le mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, une attestation de paiement direct doit être jointe.

Les pénalités appliquées en cours de chantier seront décomptées en « cumulatif » jusqu'au solde.

4.3.4 Transmission des factures

Les factures sont établies au nom de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et doivent être transmises sous forme électronique via le portail Chorus Pro, solution mutualisée mise à disposition par l'Etat : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- numéro de SIRET de l'EPAEM : 40413229200024
- numéro d'engagement : le n° du bon d'engagement du marché subséquent (lorsque le marché subséquent est constitué par un mail de validation du devis, le numéro d'engagement sera transmis par un message dédié)

4.4 Variation des prix

Les prix du présent marché sont révisables, dans les conditions suivantes :

- la révision de prix sera effectuée à l'issue de périodes successives de 12 mois, la première révision intervenant 12 mois après la date T0 de notification du marché.
Pour la partie « accord-cadre », les prix ainsi révisés seront considérés comme des prix fermes applicables à l'ensemble des bons de commande et marchés subséquents notifiés pendant une période de 12 mois débutant 1 mois après la date à laquelle la révision a été effectuée, comme précisé dans le tableau ci-dessous ;
- la formule applicable est la suivante :

$$P_n = P_0 \times [0.15 + 0.85 (A_n / A_0)]$$

dans laquelle:

- P0 = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- Pn= prix révisé ;
- A = Nettoyage courant, marché public, Base 2021, Identifiant INSEE 010766785
- A0= valeur de l'indice A lue au trimestre correspondant au mois M0 ;
- An= dernière valeur définitive connue de l'indice A lue à T0 + 11 mois (première révision), T0 + 23 mois (deuxième révision) et T0 + 35 mois (troisième révision).

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires sont arrondis au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

Article 5 – Exécution et périmètre des prestations

5.1 Equipe dédiée et modification

Le titulaire s'engage à affecter, pendant toute l'exécution du marché, l'équipe dédiée telle que présentée dans son mémoire technique et dont les curriculum vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées.

Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, le titulaire doit :

- En avisant par écrit (mail), sans délai, l'EPAEM et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV de ce dernier, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'EPAEM, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai 7 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le titulaire. Toutefois, l'EPAEM se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'EPAEM, le titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue au présent CCAP.

5.2 Délais d'exécution

Les prestations forfaitaires de nettoyage quotidien et approvisionnement des consommables sont exécutés conformément au planning énoncé par le titulaire dans le cadre de son mémoire technique. Pour un meilleur respect de l'équilibre vie professionnelle et familiale des intervenants, les prestations doivent être réalisés en journée et en continu.

Pour les prestations de nettoyage ponctuel, les prestations doivent être exécutées dans les délais plafonds indiqués dans le bon de commande.

Ces derniers courent à compter de la date précisée sur ce dernier.

En cas de non-respect des délais d'exécution, le titulaire encourt l'application de pénalités pour retard telles que prévues au présent CCAP.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit, dans les plus brefs délais, le service émetteur du bon de commande. A ce titre, il dispose d'un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour informer de ces difficultés.

Dans ce délai, le titulaire adresse au service susmentionné, un courriel de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

5.3 Constatation de l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, les opérations de vérifications seront de deux types, programmé ou aléatoire :

- les contrôles programmés seront systématiquement réalisés de manière contradictoire entre le titulaire avisé par écrit au préalable et le contrôleur de prestation.

L'absence non excusée du représentant du titulaire à cette réunion entraîne l'approbation sans restriction des observations figurant sur le procès-verbal contradictoire et le calcul du montant des prestations admises en découlant.

- les contrôles aléatoires sont réalisés par le contrôleur de prestations.

Toute défaillance ou retard dans l'exécution des prestations, quelle que soit la nature du contrôle, est immédiatement signalé au responsable de secteur afin que celui-ci procède sans délai aux corrections nécessaires.

Le titulaire met alors en œuvre les moyens d'actions correctifs nécessaires et informe le bénéficiaire, par tout moyen traçable, des actions mises en place pour pallier les manquements signalés.

En cas de non-exécution ou d'imperfection, après mise en œuvre des actions correctives par le titulaire, celles-ci feront l'objet d'une mise en demeure du titulaire, par tout moyen écrit permettant d'accuser date certaine.

5.4 Décision après vérification

L'admission des prestations interviendra par décision expresse dans les quinze (15) jours calendaires suivant le mois écoulé.

Cette décision prendra la forme de la fiche mensuelle de service fait (FMSF).

La facturation des prestations ne peut intervenir qu'après réception de la FMSF.

Les prestations non admises ou admises partiellement font l'objet d'un service fait partiel selon les modalités décrites ci-après.

5.5 Service fait partiel

Le service fait partiel comprend les réfections relatives aux prestations réalisées mais insatisfaisantes et le montant correspondant aux prestations non réalisées ; ils peuvent être cumulés.

Ces dispositions sont indépendantes de l'application de pénalités prévue au présent CCAP.

5.5.1 Réfaction

Lorsque les prestations effectuées ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, l'EPAEM peut appliquer une admission des prestations avec réfaction qui consiste en une réduction de 10 % du montant forfaitaire facturé ou du montant du bon de commande.

Un niveau de qualité significativement bas et répété conduira, après mise en demeure restée sans effet, à l'application d'une réfaction du montant forfaitaire mensuel de 50 % et pourra également conduire à l'application des dispositions de résiliation pour faute prévue au CCAG FSC.

5.5.2 Prestations non réalisées

La non-réalisation des prestations prévues au marché entrainera une réfaction correspondant à 1/22ème du forfait mensuel.

En cas de non-réalisation partiel, cette réfaction sera pondérée par le nombre de m² non réalisés (la réfaction par m² étant obtenue selon la formule suivante : Montant forfaitaire mensuel / 1600.

5.3 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG FCS, les pénalités suivantes s'appliquent en cas de manquement aux obligations contractuelles :

Objet	Montant
Défaut de réalisation des prestations de nettoyage quotidien	30 euros par jour et par pièce
Retard dans la réalisation des prestations de nettoyage	100 euros par jour calendaire
Défaut d'approvisionnement et de mise en place des produits et des consommables	30 euros par jour et consommable
Utilisation de produits ou matériels non conforme et non-respect des consignes de stockages des produits ou matériels	200 euros par manquement constaté
Non fourniture de vêtements de travail et de sécurité appropriés	50 euros par jour
Absence ou non remplacement du personnel	100 euros par jour d'absence
Perte ou non restitution de clés/badges	100 euros par clé ou badge
Absence ou de refus de transmission d'un renseignement propre à permettre le contrôle des informations liées à l'obligation de reprise du personne	100 euros par jour calendaire

Les pénalités sont déclenchées sans mise en demeure préalable, à compter du manquement constaté notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG Techniques de l'information et de la communication (FCS), les pénalités sont dues dès le 1er euro.

Concernant les prestations programmées, le montant total des pénalités de retard sur un mois considéré ne pourra pas excéder 20 % du montant du forfait mensuel proposé par le titulaire.
Concernant les prestations faisant l'objet d'un bon de commande, le montant total des pénalités de retard ne pourra pas excéder 20 % du montant du bon de commande concerné.

Les autres pénalités ne sont pas plafonnées.

Article 7 – Reprise du personnel

Dans le cadre de l'obligation de reprise de son personnel lors du renouvellement du présent marché prévu par l'article L.1224-1 du code du travail et conformément à la convention collective du secteur d'activité du nettoyage de locaux, le titulaire fournira, sur la demande de la PFC Est, les éléments suivants :

- le nombre de salariés à reprendre,
- la nature des contrats à reprendre,
- les avantages dont disposent les salariés,
- leur ancienneté et leur qualification.

En l'absence d'information dans un délai de 15 jours, le titulaire encourt la pénalité prévue au présent CCAP.

Article 8 – Dérogations au CCAG FCS

Article du présent CCAP	Article du CCAG FCS auquel il est fait dérogation	Objet
1	38.4	Plan de portabilité
3	44.2	Droits de propriété intellectuelle
5	14.1 ; 14.1.2 ; 14.1.3	Pénalités pour retard